



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 13 janvier 2026

Référence : DREAL/2026D/424

Code AIOT : 0005211599

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIRMET**

30, Avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie

64140 Lons

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 14 novembre 2025, de l'établissement exploité par la société SIRMET et implanté au 30 avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie sur la commune de Lons (64140). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SIRMET réalise régulièrement des transferts transfrontaliers de déchets à destination de l'Espagne.

Le service des douanes a contrôlé en date du 8 octobre 2025 un camion transportant des véhicules hors d'usage (VHU) non dépollués qui se rendait en Espagne. Le site de la société SIRMET à l'origine du transfert des déchets et organisateur du transfert est celui de Lons (64140).

Il s'avère que le transfert n'est pas réalisé conformément au règlement CE n° 1013-2006 du 14 juin 2006. Une infraction délictuelle est relevée.

L'inspection réactive réalisée le 14 novembre 2025 sur le site de Lons a pour but, d'une part, de procéder à un contrôle des activités de la société SIRMET pour son site de Lons en matière de transfert transfrontalier de déchets, et, d'autre part, de vérifier si le cahier des charges auquel est soumise la société SIRMET en matière de dépollution des VHU est respecté.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

SIRMET  
30, Avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie – 64140 Lons  
Code AIOT dans GUN : 0005211599  
Régime : Autorisation  
Non Seveso / Non IED

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- traçabilité (tenue des registres des déchets entrants et sortants),
- volume et conditions de stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- activité de dépollution des véhicules hors d'usage – respect du cahier des charges,
- transfert transfrontalier de déchets (contrôle du service des douanes du 8 octobre 2025).

#### **Présentation de la société**

La Société Industrielle de Récupération des Métaux (SIRMET) est un groupe spécialisé dans la récupération des métaux et déchets de métaux, la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ainsi que dans la collecte et la dépollution des véhicules hors d'usage (VHU).

Le siège du groupe est situé en Dordogne à Boulazac-Isle-Manoir (24750).

Le groupe est implanté majoritairement en région Nouvelle-Aquitaine. Il possède actuellement 20 sites en France.

La collecte des déchets est réalisée sur l'ensemble des sites : six d'entre eux disposent d'une cisaille fixe, trois autres d'un broyeur de VHU. Enfin, un broyeur mobile se déplace sur l'ensemble de la région.

Le groupe SIRMET possède également trois sites en Espagne qui servent d'exutoire principal aux différents types de déchets collectés en France.

### Situation administrative du site de Lons

Le tableau de classement des activités s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2718.1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</b> La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne.	42,5 t <i>Regroupement de batteries usagées dont 25 tonnes réservées au transfert transfrontalier</i>	Autorisation
2791.1	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux</b> La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j.	50 t/j <i>Presse-cisaille mobile</i>	Autorisation
2712.1	<b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage</b> 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage La surface de l'installation est supérieure ou égale à 100 m².	300 m²	Enregistrement
2713.1	<b>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux</b> La surface est supérieure ou égale à 1 000 m².	5 000 m²	Enregistrement
2710.1b	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b> 1. Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 7 tonnes.	6,5 t de batteries	Déclaration soumise à contrôle périodique
2515.1	<b>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</b> , en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	194 kW	Déclaration
1435	<b>Stations-service</b> Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur ou égal à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total.	20 m³/an de GNR	Non Classé
2517	<b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes</b> La superficie de l'aire de transit est inférieure ou égale à 5 000 m².	3 000 m² de gravats	Non Classé
2710.2	<b>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b> 2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est inférieur à 100 m³.	90 m³	Non Classé
2711	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques</b> Le volume susceptible d'être entreposé est inférieur à 100 m³.	90 m³	Non Classé

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2714	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 100 m³.	90 m³ <i>Transit de bois</i>	Non Classé
2715	<b>Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 250 m³.	60 m³	Non Classé
2716	<b>Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 100 m³.	90 m³	Non Classé
3550	<b>Stockage temporaire de déchets dangereux</b> ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	49 t de batteries	Non Classé
4718.2	<b>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2</b> (y compris GPL) et gaz naturel 2. Pour les autres stockages que les récipients à pressions transportables La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 6 tonnes.	0,2 t <i>(propane)</i>	Non Classé
4725	<b>Oxygène</b> (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 2 tonnes.	0,5 t	Non Classé
4734.2	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</b> 2. Pour les autres stockages que les cavités souterraines et les stockages enterrés La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 tonnes au total.	3 t <i>(GNR, gasoil)</i>	Non Classé

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative Tableau de classement des activités (rubriques 2711 et 2718)	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9 AP n° 11599/23/37 du 8 août 2023, Annexe 1	Mise en demeure <i>Arrêt de l'apport de D3E et des déchets dangereux (hors batterie)</i>  Mise en demeure <i>Évacuation du stock de D3E supérieur à 90 m³ et des déchets dangereux (hors batterie) supérieur à 1 tonne</i>	Dès notification de l'arrêté de mise en demeure  Sous 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure
2	Déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) Entreposage des déchets	AM du 6 juin 2018, Annexe I – article 3.5	Mise en demeure <i>Mise sous abri des D3E stockés sur les installations</i>	Sous 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure
3	VHU dépollués Entreposage	AM du 26 novembre 2012, Article 41.IV	Mise en demeure <i>Réduction de la hauteur de stockage des VHU dépollués à 3 mètres maximum</i>	Sous 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure
4	Transfert transfrontalier de déchets Procédure de notification	Règlement européen n° 1013/2006 du 14/06/2006, Article 2 – point 35	Mise en demeure <i>Arrêt des transferts transfrontaliers de déchets relevant de la procédure de notification</i>	Dès notification de l'arrêté de mise en demeure
5	Véhicules hors d'usage Dépollution des VHU	AP n° 11599/23/37 du 8 août 2023, Cahier des charges annexé, Articles 1, 2 et 3	Suspension de l'activité de dépollution	Dès notification de l'arrêté de suspension
6	Registres des déchets entrants et sortants Traçabilité	AM du 31 mai 2021, Articles 1 et 2	Mise en demeure <i>Tenue des registres conformément à la réglementation</i>	Sous 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite des constats de l'inspection réalisée le 14 novembre 2025, il ressort que :

- l'exploitant stocke un volume de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) et de déchets dangereux (hors batterie) supérieur aux capacités déclarées dans le tableau de classement de ses activités.

Ces modifications substantielles de l'activité n'ont fait l'objet d'aucune déclaration, ni de porter à connaissance auprès des services de la préfecture,

- les conditions de stockage des D3E ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur, car ils ne sont pas stockés sous abri,
- la hauteur de stockage des VHU dépollués est de 7 mètres alors que la limite maximale est fixée à 3 mètres pour ce type de stockage,
- l'exploitant réalise des transferts transfrontaliers de déchets vers l'Espagne sans respecter la procédure réglementaire qui s'applique : procédure de notification avec consentement préalable délivré par les autorités compétentes des pays exportateur et importateur,
- l'activité de dépollution des VHU n'est pas conforme au cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à la société SIRMET :
  - les VHU entrants sur les installations de Lons sont compactés et transportés au préalable dans des conditions rendant impossible toute dépollution,
  - l'exploitant collecte des VHU auprès de filières ne disposant pas d'autorisation de dépolluer, les compacte sur le site ne disposant pas d'autorisation puis les transfère en Espagne sans avoir procédé à la dépollution,
  - l'exploitant collecte les VHU sans accomplir les formalités administratives obligatoires (absence de certificats de cession de véhicules d'occasion),
- la tenue des registres des déchets entrants et sortants ne respecte pas les dispositions réglementaires et ne permet pas d'assurer la traçabilité attendue.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative – Tableau de classement des activités

Références réglementaires : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (rubrique 2711)  
Arrêté préfectoral n° 11599/23/37 du 8 août 2023, Annexe 1 (rubrique 2718)

Prescription contrôlée :

Rubrique 2711-2 de la nomenclature des installations classées

La colonne « A » de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Libellé de la rubrique	Régime
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Déclaration soumis à contrôle périodique

Rubrique 2718 de l'arrêté préfectoral

Libellé de la rubrique	Capacité totale des installations	Régime
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne.	42,5 t Regroupement de batteries usagées dont 25 tonnes réservées au transfert transfrontalier	Autorisation

Constats :

Rubrique 2711

Lors de l'inspection, il est constaté la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) sur la partie centrale des installations ainsi que dans une alvéole.  
Les déchets stockés sont des réfrigérateurs, des machines à laver, des ballons d'eau chaude, des appareils de cuisson électriques, etc.  
Le volume de l'ensemble des stockages de D3E est de 420 m³.  
L'arrêté préfectoral n° 11599/23/37 du 8 août 2023 délivré à la société SIRMET précise dans le tableau de classement des activités relevant de la nomenclature des installations classées que sa capacité de stockage des D3E (rubrique n° 2711) est limitée à 90 m³. Compte tenu de la capacité affichée dans le tableau de classement en vigueur, cette activité est définie comme « non classée ».

Au regard du volume de D3E réellement stocké, l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de D3E relève du régime de la déclaration. Or, l'exploitant n'a procédé à aucune déclaration ou modification de cette activité auprès des services de la préfecture.

#### Rubrique 2718

Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'une trentaine de véhicules non dépollués ayant subi une compression et rendant impossible la dépollution. De plus, ces véhicules ne sont plus identifiables, même si l'exploitant a déclaré être en possession de leurs certificats d'immatriculation.

Aussi, ces cubes ne peuvent plus être considérés comme des VHU. En revanche, ce sont des déchets dangereux. Or, l'exploitant est autorisé uniquement à l'activité de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux de batteries et il n'a procédé à aucune déclaration ou modification de cette activité auprès des services de la préfecture.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- d'arrêter les apports et de réduire le volume de D3E stocké à 90 m<sup>3</sup>,
- d'arrêter les apports de déchets dangereux autres que des batteries.

#### **Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescriptions (seuil et de la nature des activités des rubriques n° 2711 et 2718)

**Proposition de délais :** Sans délai, arrêt des apports de D3E et de cubes de VHU non dépollués sur le site  
Sous 1 mois, à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, réduction du volume stocké des D3E et déclaration de destruction dans le logiciel SIV des VHU non identifiables et non « dépolluables »

### **N° 2 : Déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) – Entreposage des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I – article 3.5

#### **Prescription contrôlée :**

[...] Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté que les déchets d'équipements électriques et électroniques sont stockés, pour la grande majorité, à l'air libre.

Les conditions de stockage ne permettent pas d'éviter leur dégradation ainsi que la possible infiltration de substances polluantes dans les canalisations et dans le milieu naturel.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède à la mise sous abri des D3E stockés sur le site.

#### **Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect des prescriptions

**Proposition de délais :** Sous 1 mois, à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

### **N° 3 : VHU dépollués – Entreposage**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, Article 41.IV

**Prescription contrôlée :**

IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. [...].

**Constats :**

Les véhicules hors d'usage dépollués sont stockés sous la forme d'un tas : ils sont empilés les uns sur les autres.

La hauteur du tas sur lequel sont stockés les VHU dépollués est de 7 mètres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant stocke les VHU dépollués de façon à ce que la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect des prescriptions**Proposition de délais :** Sous 15 jours, à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure.**N° 4 : Transfert transfrontalier de déchets – Procédure de notification**

**Référence réglementaire :** Règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006, Article 2 – point 35

**Prescription contrôlée :**

35) « transfert illicite », tout transfert de déchets :

- a) effectué sans notification à l'ensemble des autorités compétentes concernées en application du présent règlement ; ou
- b) effectué sans le consentement des autorités compétentes concernées en application du présent règlement ; ou
- c) effectué alors que le consentement des autorités compétentes concernées a été obtenu par le recours à la falsification, à une présentation erronée des faits ou à la fraude ; ou
- d) effectué d'une manière qui n'est pas matériellement indiquée dans la notification ou les documents de mouvement ; ou
- e) effectué d'une manière ayant pour résultat la valorisation ou l'élimination en violation de la réglementation communautaire ou internationale; ou
- f) effectué en violation des articles 34, 36, 39, 40, 41 et 43 ; ou
- g) au sujet duquel, pour ce qui est des transferts de déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4 :
  - i) il a été découvert que les déchets ne figurent pas aux annexes III, III A ou III B ; ou
  - ii) les dispositions de l'article 3, paragraphe 4, n'ont pas été respectées ;
  - iii) le transfert est effectué selon des modalités qui ne sont pas spécifiées concrètement dans le document figurant à l'annexe VII.

**Constats :**

**1) Transmission d'information par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) à l'inspection des installations classées**

Le PNTTD a transmis à l'inspection des installations classées une copie du courrier qu'il a adressé en recommandé avec AR à la société SIRMET en date du 20 octobre 2025 sous la référence PNTTD-2025-7372.

Ce courrier fait état d'un procès-verbal dressé par le service des douanes de Bayonne, en date du 8 octobre 2025, qui relève les faits suivants :

- un ensemble routier (tracteur GT-291-GG et remorque EX-188-EL) a été contrôlé le 8 octobre 2025 au péage de Biarritz-La Négresse (64),
- la société productrice de déchets, et organisateur du transfert, est la société SIRMET SAS depuis son site de Lons (64140),
- le transporteur des déchets est la société SIRMET Transport Logistique (STL),
- les déchets transportés ont été chargés sur la commune de Haut-Mauco (40),
- le chargement est à destination de l'entreprise MEDENASA S.A Metales de Navarra à BERRIOPLANO en Espagne,

- le chargement est composé de « *VHU compactés et non dépollués encore équipés de pneumatiques* »,
- le volume de déchets transféré est de 22,06 tonnes,
- ce chargement doit être qualifié de déchets en mélange issus du traitement mécanique des déchets et sous code CED 19 12 12, classifié hors liste par la Convention de Bâle,
- leur exportation est soumise au règlement CE n° 1013-2006 du 14 juin 2006 et à une procédure de notification avec consentement écrit préalable des autorités compétentes d'expédition et de destination, ce qui n'est pas le cas,
- l'exploitant ne bénéficie pas d'une procédure de notification en cours de validité pour son site de Lons,
- le transfert est réalisé sous couvert d'un document d'accompagnement appelé « annexe 7 »,
- il s'agit d'un transfert de déchets illicite et d'une infraction délictuelle au Code de l'environnement pour « *transfert de déchets sans notification préalable écrite aux autorités du pays d'expédition* ».

## 2) Éléments fournis par l'exploitant lors de l'inspection du 14 novembre sur ses installations de Lons

- les déchets (VHU non dépollués) ont été chargés sur les installations d'un exploitant illégal situé à Haut-Mauco (40280),
- l'exploitant illégal ne dispose d'aucune autorisation de dépolluer les VHU,
- les VHU ont été compactés sur les installations de l'exploitant illégal à Haut-Mauco au moyen d'une presse mobile appartenant à la société SIRMET,
- le chargement des VHU non dépollués et compactés a été expédié directement vers l'Espagne sans transiter par le site SIRMET de Lons. Par conséquent, aucune dépollution des VHU expédiés n'a été réalisée, les VHU ont été expédiés en l'état,
- la société SIRMET n'est pas en possession des certificats de cession correspondant aux véhicules pris en charge.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant cesse tout transfert transfrontalier de déchets relevant de la procédure de notification.

### **Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, arrêt des transferts transfrontaliers de déchets relevant de la procédure de notification.

**Proposition de délais :** Dès notification de l'arrêté de mise en demeure.

## **N° 5 : Véhicules hors d'usage – Dépollution**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral n° 11599/23/37 du 8 août 2023, Annexe 2 – Articles 1, 2 et 3

### **Prescription contrôlée :**

#### **1°) Dépollution de véhicules hors d'usage**

Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;



- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

## 2°) Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation

Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

## 3°) Réemploi

L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

## Constats :

Concernant le chargement de VHU non dépollués, au départ de Haut-Mauco, contrôlé à proximité de la frontière Espagnole le 8 octobre 2025

- les VHU ont été collectés par la société SIRMET auprès d'un particulier ne disposant pas d'autorisation de dépolluer les VHU,
- l'exploitant illégal en question fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure lui imposant de cesser son activité,
- les VHU récupérés par la société SIRMET à Haut-Mauco n'ont pas été dépollués,
- la société SIRMET a procédé au compactage sur place des VHU sans les dépolluer,
- la société SIRMET devient le détenteur des déchets dangereux et organise leur exportation vers l'Espagne en l'absence de procédure de notification,
- la société SIRMET fait accompagner le chargement des déchets dangereux d'un document appelé « annexe 7 » ne correspondant pas aux déchets transportés,
- une trentaine de cubes de déchets dangereux sont concernés,
- le chargement a été contrôlé à proximité de la frontière le 8 octobre 2025.

La manière dont ont été pris en charge les VHU par la société SIRMET, notamment leur compactage par une presse mobile, démontre que :

- les filtres à huiles et les filtres à carburants n'ont pas été retirés,
- les airbags et les prétensionneurs n'ont pas été retirés ou neutralisés,
- les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage ne sont pas retirés,
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes en vue de leur traitement ne sont pas réalisés,
- les pneumatiques ne sont pas démontés,
- les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium ou du magnésium ne sont pas retirés,
- les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord) ne sont pas retirés,
- le verre n'est pas retiré,
- aucune pièce destinée à la réutilisation n'est retirée.

#### Concernant les autres VHU collectés à Haut-Mauco et ayant été transférés sur le site SIRMET de Lons

Deux autres chargements de VHU non dépollués devaient être expédiés par SIRMET depuis le site de Haut-Mauco vers l'Espagne.

Le 1<sup>er</sup> chargement contrôlé ayant été immobilisé par le service des douanes, la société SIRMET a choisi d'expédier les 2 autres chargements vers son site de Lons.

Les VHU ont fait l'objet d'un transfert depuis les installations de l'exploitant illégal de Haut-Mauco vers le site SIRMET de Lons.

Les 2 chargements apparaissent dans le registre des déchets entrants en date du 6 novembre 2025 :

- un chargement de 23,860 tonnes entré à 13h46,
- un chargement de 18,400 tonnes entré à 13h46.

Les VHU ont été compactés avant leur départ de Haut-Mauco par la presse mobile de SIRMET.

Les véhicules n'ont pas été dépollués au départ (pneus, éléments plastiques, traces d'huile, etc.).

Les ex VHU sont stockés sur le site de Lons sous forme de cubes.

Toute dépollution est impossible en l'état ainsi que l'identification des véhicules.

L'exploitant n'est pas en possession des certificats de cession des VHU composant ces 2 chargements.

#### Concernant l'activité de dépollution sur site de Lons

On constate la présence de 15 VHU en attente de dépollution sur les installations de Lons.

Les VHU sont tous en très mauvais état : ils ont été volontairement tassés et compactés avant leur transport sur le site pour tenir moins de place dans les bennes des camions les ayant transportés.

Certains VHU n'ont pas de moteur, les vitres sont brisées et les morceaux de verre sont présents dans les véhicules.

Des traces de fluides sont présentes sur le sol.

Compte tenu de l'état des VHU présentés comme « étant à dépolluer », il est impossible techniquement de procéder au retrait des éléments en plastique, du verre, des fluides frigorigènes, etc.

Toute action de récupération en vue de la réutilisation des pièces détachées est impossible.

L'exploitant précise qu'une seule personne est affectée à la dépollution des VHU à Lons. Cette personne a été récemment embauchée, elle est en cours de formation.

#### Synthèse

Le chargement des VHU contrôlé à proximité de la frontière espagnole, les VHU transférés depuis la commune de Haut-Mauco (40) sur le site de Lons, l'état des VHU en attente de dépollution et les VHU présentés comme ayant été dépollués sur la plate-forme de Lons montrent que la société SIRMET ne procède pas à la dépollution des VHU qui lui sont confiés en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment au regard du cahier des charges annexé à son arrêté préfectoral d'autorisation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- transférer les déchets dangereux (ex VHU compactés non dépollués), regroupés à Lons, vers une filière dûment autorisée et appropriée pour la gestion de ce type de déchets, permettant leur prise en charge et de réaliser, le cas échéant, une dépollution ainsi que de transmettre les justificatifs correspondants,
- procéder à la déclaration de destruction des anciens véhicules, ayant subi une compression avant dépollution, dans le logiciel SIV.

De plus, il est rappelé à l'exploitant que les opérations de dépollution listées ci-dessus sont à réaliser avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension de l'activité de dépollution de véhicules hors d'usage.

**Proposition de délais :** Dès notification de la mise en demeure

#### **N° 6 : Traçabilité des déchets – Tenue des registres de déchets entrants et sortants**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Articles 1 et 2

## **Prescription contrôlée :**

### Article 1

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

### Article 2

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

**1) Prise en charge par la société SIRMET des VHU auprès d'un exploitant illégal à Haut-Mauco (40)**

Cette opération a été retranscrite de la façon suivante dans ses registres :

Registre des déchets entrants

- la date de prise en charge est le **6 novembre 2025** (soit une **date postérieure à la date de sortie** de ces mêmes déchets),
- le code déchets est 16 01 06 (véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides, ni autres composants dangereux) : ce code déchets est inadéquat considérant que l'exploitant qui a collecté ces véhicules hors d'usage n'est pas autorisé à les dépolluer et n'est pas en capacité de justifier les opérations qu'il a réalisées sur les VHU qu'il a pris en charge,
- 3 chargements distincts en provenance d'un exploitant illégal à Haut-Mauco sont notés dans le registre à la date du 6 novembre 2025 : 23,86 tonnes, 22,06 tonnes et 18,4 tonnes,
- concernant le transporteur du chargement de 18,4 tonnes :
  - la raison sociale du transporteur ne figure pas dans le registre,
  - le n° SIRET du transporteur n'est pas mentionné,
  - l'adresse du transporteur n'est pas mentionnée,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ne figurent pas dans le registre,
- l'adresse de prise en charge n'est pas mentionnée (il a été établi qu'elle est située route de la gare à Haut-Mauco - 40280) alors qu'elle est distincte de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets (route du moulin - 40400 Meilhan) qui est indiquée dans le registre des déchets entrants de SIRMET,
- le code du mode de traitement est R4 (recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques). Or les VHU sont compactés et aucune récupération, ni aucun tri des différents éléments ne sont possibles.

À la date du 6 novembre 2025 il est constaté 3 entrées distinctes de VHU en provenance de Haut-Mauco :

- un chargement de 23,86 tonnes,
- un chargement de 18,4 tonnes,

- un chargement de 22,06 tonnes.

Ce dernier chargement correspond au chargement qui a été contrôlé à la frontière et qui n'a pas transité par le site de Lons.

#### Registres des déchets sortants

- date de sortie : le **8 octobre 2025**, la date de sortie du chargement est antérieure à la date d'entrée des mêmes déchets sur le site de Lons.

## **2) Tenue générale des registres**

#### Déchets entrants

- producteur du déchet : il n'y a quasiment que des particuliers, aucun n° siret n'est indiqué, la ville devant être mentionnée dans l'adresse n'est pas indiquée,
- expéditeurs des déchets : très peu de n° siret sont indiqués, seuls le code postal et la ville sont indiqués sans aucune indication de la voirie (rue et n°),
- il est impossible de faire la distinction entre le producteur et l'expéditeur des déchets,
- transporteur : le tableau des déchets entrants (2025) comporte 19 261 lignes qui correspondent aux nombres d'apports sur le site de Lons, seuls 124 transporteurs sont indiqués, sur les 19 137 autres lignes. en effet, la société SIRMET est systématiquement indiquée comme transporteur, notamment pour chaque apport de déchets réalisé par les particuliers,
- code du traitement qui va être opéré dans l'établissement : il est très souvent absent du registre.

#### Déchets sortants

- la désignation du déchet n'est pas toujours explicite (OA larga, GEM, ASL cartouches, etc.),
- le code du déchet sortant n'est pas toujours indiqué,
- le code de traitement et le mode de traitement du déchet ne sont pas toujours précisés,
- le n° SIRET du destinataire n'est pas toujours indiqué (exemple : PAPREC – Montardon),
- l'exploitant ne dispose pas de n° de notification alors qu'il exporte des déchets relevant de cette procédure.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de tenir ses registres conformément à la réglementation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect des prescriptions

**Proposition de délais :** 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure